

Madame la Présidente,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Monsieur le Trésorier perpétuel,
Monsieur le Président d'AgriDées,
Messieurs les Représentants des Académies,
Madame et Messieurs les Représentants professionnels,
Mesdames et Messieurs les membres de l'Académie d'Agriculture de France,

Merci pour votre accueil. Je suis très heureux d'ouvrir aujourd'hui la séance solennelle de l'Académie d'Agriculture de France. Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, c'est à la fois un honneur et un devoir, dont je m'acquitte bien volontiers, que d'être le président d'honneur de votre compagnie.

Cela n'aura échappé à personne, nous ne sommes que le 23 septembre et pourtant la rentrée est déjà bien entamée. Tant de choses se sont passées depuis la reprise, avec, bien sûr, le plan de relance souhaité par le Président de la République et présenté par le Premier Ministre il y a trois semaines. France Relance fait la part belle à l'agriculture, j'y reviendrai.

Mais avant ça, commençons par la raison même du plan de relance. Si tant de choses se sont passées depuis un peu moins d'un mois, c'est que tant de choses ont changé en cette année 2020. Ce n'est pas galvauder le terme que de dire que 2020 a « bouleversé » nos repères : je veux bien sûr parler de l'épidémie de la Covid 19 que notre pays et le monde entier vivent depuis des mois déjà.

J'aurais aimé pouvoir consacrer mon propos à « 2020, *Année internationale de la santé des plantes* », mais outre le fait que cela serait redondant avec l'intervention de Madame Catherine Regnault-Roger que vous entendrez tout à l'heure, je crains que l'actualité à laquelle nous sommes tous confrontés ne nous en laisse pas la possibilité.

La crise de la Covid a révélé **l'importance stratégique de notre agriculture pour notre pays**. Les Français savent ce qu'ils doivent aux agriculteurs. Si nous n'avons eu à déplorer aucune pénurie alimentaire, c'est grâce aux femmes et aux hommes de la « ferme France » et à leur travail de tous les jours sur le terrain.

Certains de nos voisins européens ont connu des difficultés d'approvisionnement. **La France, elle, a pu compter sur la solidité et l'agilité de sa chaîne agro-alimentaire**. Cette crise sanitaire et ses conséquences logistiques ont révélé, si besoin en était encore, l'interdépendance de nos économies et de l'ensemble de nos schémas productifs. Au-delà, elle a remis au goût du jour une notion chère à l'action du Président de la République : la **souveraineté**. J'aurai l'occasion d'y revenir quand j'évoquerai le plan de relance.

Qu'a changé la crise pour les Français en matière agricole ?

Parce que rien de ce qui est agricole ne vous est étranger, je compte sur les travaux de l'Académie d'Agriculture de France pour creuser cette question et aider à orienter la décision politique. Vous entendrez d'ailleurs tout à l'heure Michel Dron sur le sujet « *Covid-19 et Agriculture* ».

C'est la question que nous devons collectivement nous poser pour que cette crise ne soit pas une crise « pour rien », où, à son issue que nous souhaitons tous imminente, tout reprendrait comme avant. Au contraire, **faisons de cette crise un révélateur d'opportunités.**

Nous l'avons tous constaté pendant le confinement, les Français se sont intéressés plus encore qu'avant à leur alimentation. Durant ces longues journées de confinement, nous avons eu le temps de nous ré-intéresser à ce que nous mangions, et de constater l'excellence des produits français. Parce que l'agriculture française est la meilleure du monde, l'alimentation de France est de la meilleure qualité. Je souhaite que cette bonne habitude perdure, de la même manière que vous pouvez compter sur ma détermination à soutenir les circuits courts que les Français ont largement plébiscités pendant la crise. Ce que nous mangeons est politique, et les Français ont, si je puis dire, voté avec leurs bouches en privilégiant les commerces et les productions de proximité.

L'enjeu du plan de relance est double : il vise à la fois à réparer dans les deux années qui viennent les faiblesses structurelles de notre agriculture que la crise a révélées et, en même temps, à préparer l'agriculture des prochaines décennies.

Je sais que cette prise en compte du temps long est une notion qui vous est chère, vous dont l'institution fêtera bientôt ses 260 ans.

Chargée d'histoire, votre institution sait accompagner les changements de notre agriculture, à la fois dans ses dimensions technique, sociale et éthique. A cet égard, je sais que vous écouterez avec attention Bertrand Hervieu au sujet de la « *Réécriture du génome, éthique et confiance* ».

Avant de vous parler du contenu du plan de relance, je crois nécessaire de revenir sur **deux points majeurs** : le **rôle de l'Europe** et **l'importance de l'agriculture dans le plan de relance**.

- **Europe et agriculture vont de pair**, ce n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que **désormais l'Europe emprunte en commun** : c'est une grande victoire et elle est due à l'engagement européen sans faille du Président de la République. Le résultat est à la hauteur de l'événement : avec 40 milliards d'euros immédiatement disponibles, ce n'est pas moins de 40% du plan de relance français qui est financé. C'est parce que nous avons foi en l'Europe que nous nous battons pour elle, et je peux vous assurer que cela vaut le coup. J'étais lundi encore à Bruxelles pour avancer sur la PAC, comptez-sur moi pour que le dialogue exigeant que j'ai avec mes homologues européens portent ses fruits.
- Ensuite, je souhaite en venir à l'importance de l'agriculture dans le plan de relance. Ce n'est pas un mystère qu'il n'allait pas de soi initialement qu'un volet spécifique du plan soit consacré à l'agriculture. Je souhaite rendre hommage au travail de mon prédécesseur, Didier Guillaume, pendant la crise, qui a tenu la maison, et je peux témoigner de l'engagement inédit de l'ensemble de l'équipe de France de

l'agriculture pour que le plan de relance consacre des moyens à la hauteur pour notre agriculture. Le Président de la République et le Premier ministre ont été des soutiens déterminants : **avec 1,2 milliard d'euros, nous avons les moyens de nos ambitions.**

Qu'allons-nous faire avec le plan de relance ? Il permettra de répondre à trois priorités essentielles :

- La reconquête de notre souveraineté alimentaire
- L'accélération de la transition agro-écologique
- L'accompagnement de notre agriculture et de nos forêts face au changement climatique.

La reconquête de notre souveraineté alimentaire est un axe majeur de mon action comme ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation et figure en priorité n°1 du plan de relance.

- Lors de mon entrée en fonction, j'ai dit mon souhait d'être le ministre des agriculteurs, à leurs côtés et fiers de leur travail. Je n'ai pas changé de conviction et ce n'est qu'avec les agriculteurs que nous réussirons à reconquérir notre souveraineté alimentaire. Pour cela, alors que la moitié des chefs d'exploitation partiront à la retraite dans les dix ans à venir, nous devons **réussir le renouvellement des générations**. La devise de l'Académie d'Agriculture de France « Une passion connaître, une ambition transmettre » sera à l'honneur puisque nous mettrons en place une grande campagne sur les métiers et formations de l'agriculture et de l'agroalimentaire à destination du grand public.

- Pour aider nos agriculteurs à vivre de leur travail, **nous améliorerons leur compétitivité** en investissant massivement, 130 millions d'euros, dans les abattoirs pour les moderniser. En effet, la compétitivité est une donnée essentielle pour assurer notre souveraineté à l'heure de la mondialisation.
- J'en viens maintenant au cœur de notre souveraineté agricole : le **plan protéines végétales**. Depuis trop d'années, nous dépendons d'importations de protéines végétales pour notre élevage. Ce n'est plus acceptable, d'autant plus que les protéines végétales ont vocation à prendre une place croissante dans notre alimentation. Notre ambition est connue : **avec 100 millions d'euros**, qui seront d'ici quelques mois complétés par des crédits au titre du Programme des Investissements d'Avenir, nous voulons doubler les surfaces pour **faire de la France un leader de la protéine végétale dans l'alimentation humaine à horizon 2030**.

L'accélération de la transition agro-écologique de notre modèle agricole est une nécessité scientifique et le plan de relance y prend toute sa part. Pourquoi ? Pour donner accès à tous les Français, quels que soient leurs revenus, à une alimentation saine, durable et locale. Encore une fois, cette accélération de la transition agro-écologique ne se fera qu'avec les agriculteurs : nous allons les accompagner.

- C'est par exemple en modernisant les agroéquipements qui permettent une agriculture plus sobre en intrants et toujours compétitive. Nous allons y mettre les moyens nécessaires avec 135 millions d'euros. Très concrètement, ça va permettre aux agriculteurs d'avoir des outils plus modernes sur leurs exploitations comme des pulvérisateurs plus précis.
- Cette transition agro-écologique que nous soutenons sur le terrain, nous allons aussi y consacrer des moyens fiscaux pour mieux structurer les filières. C'est pour cela que nous mettons en place un crédit d'impôt pour la certification Haute Valeur Environnementale : dès l'installation, nous soutiendrons les agriculteurs par un crédit d'impôt de 2500 euros par an.
- Parmi les mesures que je souhaite mettre en avant, je suis particulièrement attaché à celle qui vise à mettre en œuvre au moins un projet alimentaire territorial, un PAT, par département. En effet, c'est à l'échelle des territoires qu'il nous faut agir pour être efficaces et avoir un impact concret pour les Français. Reterritorialisation de l'agriculture et circuits courts sont aux racines des PAT. Ces projets marchent, nous allons amplifier leur ampleur en y consacrant 80 millions d'euros.

J'en viens maintenant au troisième pilier de notre plan. Votre vénérable institution, née lors du siècle des Lumières en 1761 connaît **l'importance des sciences pour prendre des décisions guidées par la raison.** Je n'ai pas l'intention d'y déroger tant le changement climatique a un impact sur notre agriculture et nos forêts. Parce que gouverner, c'est prévoir, penser que demain sera comme hier serait une faute.

- Nos **forêts** sont un atout dans la lutte contre le réchauffement climatique, notamment comme **puits à carbone**. Nous allons planter 45 000 hectares de forêts partout en France, c'est inédit. Ces arbres permettront de capter 150 000 tonnes de CO₂ supplémentaires chaque année. Nos forêts permettent aujourd'hui de compenser environ 20% des émissions françaises de CO₂, nous devons faire mieux pour tenir nos engagements de neutralité carbone à horizon 2050. Ce sera de plus la meilleure des réponses à ceux qui cherchent à opposer agriculture et écologie. Je suis convaincu que l'écologie et l'agriculture sont complémentaires et je sais que vous partagez cette conviction.
- Les agriculteurs sont les premiers à constater sur le terrain les effets du changement climatique avec la multiplication au fil des ans des **aléas climatiques extrêmes**, sécheresse, gel, grêle. Que faire ? Nous allons, là encore, accompagner les agriculteurs avec une enveloppe de 100 millions d'euros pour qu'ils puissent s'équiper de filets anti-grêle ou pour mieux gérer la ressource en eau.

Vous ne m'en voudrez pas de ne pas avoir cité les mesures agricoles du plan de relance dans leur exhaustivité. Pour être pleinement complet, mais le temps me manque, il me faudrait en plus aussi rappeler les mesures générales et transversales dont vont profiter les agriculteurs de France.

Vous le voyez, le Gouvernement est à la tâche, pleinement mobilisé pour la réussite du pays et de son agriculture. Chacun doit y prendre sa part pour « transformer l'essai » désormais et assurer que les moyens déployés seront utiles sur le terrain.

Je sais que l'Académie d'Agriculture de France saura y jouer son rôle.

Je salue enfin, les lauréats des récompenses et des prix qui seront remis cet après-midi : leurs travaux scientifiques et techniques sont utiles pour, avec le plan de relance, reconquérir notre souveraineté alimentaire, accélérer la transition agro-écologique et adapter notre agriculture au changement climatique.

Je vous remercie.